

24 mars 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la politique du gouvernement face à la crise économique et sociale, à Saint-Quentin le 24 mars 2009.

Mes chers compatriotes,

Je suis heureux d'être avec vous ici, ce n'est pas la première fois et je suis bien content d'être dans cette ville ? Dans ce département, dans cette région où les gens d'ici connaissent les valeurs du travail, du mérite, de l'effort.

Monsieur le Maire, cher Xavier, nous vivons une crise dont nul ne peut prévoir le terme, dont nul ne peut prévoir les conséquences, dont nul ne peut imaginer jusqu'à quel point elle va changer le monde et dans cette période de grande incertitude nous devons veiller plus que jamais à ne pas perdre nos repères. Si nous perdons nos repères nous deviendrons le jouet des événements au lieu d'être les acteurs de notre propre histoire.

Cette crise économique, cette crise sociale est également une crise intellectuelle et une crise morale. On ne sortira pas de la crise si on élude les questions de principes et de valeurs.

Ce soir je veux poser des valeurs.

Je veux rappeler des repères.

Ces repères, ces valeurs sont ceux d'un capitalisme moral, d'une République réelle et non pas virtuelle dans ses principes, et d'une démocratie irréprochable. Nos valeurs c'est le respect, la responsabilité, la justice, et la liberté.

Mon devoir c'est de respecter les Français. Et la première condition du respect c'est de dire la vérité. Je l'ai fait depuis le début de la crise. Je veux leur dire que ce sera dur mais qu'on va s'en sortir, qu'il faut rester unis et qu'il faut comprendre que dans cette crise, les souffrances qu'engendre cette crise nous concernent tous. Je dis bien « tous ».

Nul ne peut espérer s'en sortir seul.

Dans l'épreuve, c'est une évidence, chacun d'instinct a tendance à se replier sur lui-même, à ne considérer que ses propres difficultés, voire ses propres intérêts, aussi légitimes soient-ils. Cette tentation pour un pays, cette tentation pour une personne, elle est suicidaire.

Si l'on ne veut pas que l'histoire se répète, chacun d'entre-nous doit se sentir responsable non pas simplement vis-à-vis de lui-même mais vis-à-vis de tous les autres, pas seulement pour lui-même mais pour tous les autres.

Dans une crise de cette nature, on ne peut pas se contenter d'être responsable que de son parti, que de son entreprise, que de son syndicat.

Dans une crise aussi profonde, aussi grave, quelle que soit la place qu'on occupe dans la société, chacun a une responsabilité morale. J'entends bien que j'emploie des mots qui ne sont plus très à la mode : responsabilité, après qu'on nous ait expliqué qu'on pouvait être responsable mais pas coupable -et « morale ». Moi je dis que chacun a une responsabilité morale.

Chacun doit donc s'interroger sur les conséquences de ce qu'il dit et de ce qu'il fait.

Chacun doit s'efforcer de ne pas céder à la démagogie, car comme toujours la démagogie engendre le populisme.

Et chacun doit se demander tout le temps -et croyez bien que je me le demande à chaque instant- si ce qu'il décide est juste car la crise, avec les sacrifices qu'elle impose, rend l'injustice dans notre pays encore plus insupportable.

Et moi en plus de tout cela, je dois garantir la stabilité de la société et l'ordre républicain. L'ordre républicain, les deux mots ensemble. L'ordre républicain sans lequel il n'y a pas de liberté

republicain - les deux mots ensemble. L'ordre republicain sans lequel il n'y a pas de liberté.

La bonne nouvelle, c'est que cette crise en ébranlant toutes nos anciennes façons de voir et de faire, au fond, elle nous rend de nouveau libres de penser, libres d'imaginer, libres d'agir, libres d'inventer notre avenir. Cela fait des années que dans notre société politique, on n'est plus libre à force de répéter le catéchisme de la pensée unique, de la pensée convenue, de la pensée fautive, qui avait d'ailleurs été sanctionnée par une montée sans précédent des abstentionnistes. Les gens ne se déplaçaient plus, parce que pourquoi se déplacer pour élire des responsables qui ne croyaient plus en rien, qui ne pensaient plus rien et qui en conséquence en disaient encore moins ? A partir de ce moment-là, nous sommes pleinement responsables du monde nouveau qui est en train de se construire. Il y a une nouvelle façon de penser libre et un monde nouveau qui nous sortira de la crise - car on sortira de la crise - et un monde nouveau va en sortir. La question qui se pose : est-ce que ce monde, on veut le construire, ou est-ce qu'on va le subir ?

Mes chers compatriotes, c'est dans cet esprit de responsabilité que je m'adresse à vous aujourd'hui. J'ai conscience des devoirs qui sont les miens dans des circonstances exceptionnelles : de tous les devoirs, j'ai d'abord le devoir d'agir. Il y en a tellement qui ont le devoir de parler, il faut bien qu'il y en ait un qui ait le devoir d'agir. J'ai le devoir de justice et bien sûr j'ai le devoir de rassemblement, mais je veux abattre les cartes tout de suite. Face à la crise, l'immobilisme c'est la mort. Que les choses soient claires, la voie de l'immobilisme de l'addition des conservatismes qui n'est rien d'autre que l'addition des peurs, cette voie là conduit à l'impasse. J'ajoute que ce n'est pas parce que les défis auxquels nous sommes confrontés sont immenses - parce que cette crise est d'une ampleur sans précédent - que nous pouvons nous laisser aller au renoncement. Et heureusement qu'on ne le pas fait. Que n'ai-je entendu au moment du discours de Toulon, je « noircissais le tableau », je disais que c'était trop grave, j'essayais de masquer je ne sais quelle réalité Française depuis Toulon. Est-ce que quiconque peut dire que ce que j'avais dit n'a pas été scrupuleusement traduit dans les faits ?

Je veux dire aux Français : que ce serait-il passé si à l'automne dernier les États n'étaient pas intervenus quand les banques du monde entier n'arrivaient plus à se refinancer ? Quand les banques du monde entier ne se prêtaient plus d'argent entre elles parce qu'elles n'avaient plus confiance les unes dans les autres ?

Que se serait-il passé si les États - et au premier rang d'entre eux la France - ne s'étaient puissamment engagés. Que se serait-il passé après la faillite de la banque Lehman Brothers le 18 septembre si une autre grande banque avait fait faillite et que les épargnants, de peur de perdre leurs économies, étaient allés retirer leurs dépôts ? On n'était pas loin de cette situation à l'automne dernier.

La France, la première, a dit qu'elle ne laisserait pas une seule de ses banques faire faillite - et j'avais ajouté - pas un seul épargnant ne perdra un centime d'euros. La France a tenu parole. Pas une banque n'a fait faillite, pas un seul d'entre vous n'a été à la banque et on lui a refusé de redonner ses économies. Et à la différence d'autres pays il y a eu un seul plan de sauvetage des banques. Il y en a eu un seul parce que ce plan était le bon. Et parce que le plan français de sauvetage des banques était le bon, l'Europe - toute l'Europe - en a adopté les principes.

La France - en novembre - a proposé de réunir à Washington les chefs d'État et de gouvernement des vingt plus grandes puissances du monde pour discuter de la relance mondiale, de la moralisation du capitalisme financier, en y associant les grands pays émergents que l'on tenait jusqu'à présent à l'écart de toutes les décisions.

La France a eu raison, puisqu'il y a eu Washington et il y aura Londres dans une semaine. La France a toujours raison quand elle est le refus du renoncement.

Nous avons agi pour faire bouger l'Europe.

Nous avons agi pour faire bouger le Monde.

Nous avons agi pour nous-mêmes.

Nous avons financé les banques.

Nous leur avons apporté des fonds propres pour qu'elles puissent continuer à faire leur travail.

Cet argent, il n'a pas été donné. Cet argent a été prêté. Cet argent a rapporté des intérêts.

J'avais dit à la télévision aux contribuables que ces prêts aux banques ne vous coûteraient pas un

centime - et bien comme elle paraît dérisoire et d'une certaine façon un peu méprisante la polémique sur l'argent que l'Etat a prêté aux banques - : Aujourd'hui on a les résultats, c'est 1,4 milliard qui rentreront dans les caisses et qui seront utilisés en faveur des ménages les plus modestes. Je l'avais promis. Je l'avais dit. Nous l'avons fait. L'avantage de prendre des engagements c'est que comme ils sont publics on peut s'en souvenir. Mais j'observe que quand les engagements sont tenus il y a certains commentateurs qui ont du mal à s'en souvenir. Comme elle est étrange la perte de sang froid de ceux qui en pleine panique financière me demandaient de nationaliser toutes les banques alors que l'Etat n'a eu à prendre le contrôle que d'une seule banque pour la sauver de la faillite. Imaginez un peu ce que cela aurait été si en perdant notre sang froid j'avais écouté ceux qui s'agitaient et nous demandaient de nationaliser toutes les banques. Croyez-vous vraiment que le travail de l'Etat soit de faire le métier des banquiers à la place des banquiers ? Et aujourd'hui, qu'est-ce que nous dirions, qu'est-ce que nous ferions ? Perte de repères, rappel des valeurs : dans la crise, il faut d'abord garder son sang froid.

Nous avons créé le médiateur du crédit. En quatre mois le médiateur du crédit René RICOL a fait un travail remarquable. Il est venu au secours de 3 000 entreprises. Ça ne fait pas la une des journaux, ce n'est pas très spectaculaire mais c'est efficace.

Nous avons sauvé des entreprises. C'est le but du fonds stratégique d'investissement, qui est un fond souverain à la Française. Je me souviens là encore de la polémique, les fonds souverains étaient populaires partout dans le monde sauf en France. Nous avons fait ce fond souverain et grâce à lui, l'Etat peut maintenant prendre des participations en capital, mettre nos entreprises à l'abri des prédateurs attirés par la possibilité d'acheter à très bas prix du fait de l'effondrement des Bourses et de la valeur des actifs.

J'ai demandé que le fonds stratégique d'investissement soit prêt d'ailleurs à investir 10 millions d'euros dans HEULIEZ pour peu qu'il y ait un projet industriel, car je n'utiliserai pas l'argent du contribuable si il n'y a pas un projet industriel, pour peu qu'on trouve des partenaires et pour peu que le propriétaire soit prêt à mettre de l'argent de sa poche. C'est quand même la moindre des choses lorsque l'on sollicite le contribuable.

Nous avons soutenu nos entreprises, c'est l'objectif du plan de relance de 26 milliards d'euros qui a été décidé en décembre dernier.

Nous avons sauvé des milliers d'emplois en relançant l'investissement, j'y reviendrai. Nous en avons sauvé des milliers d'autres en venant au secours de nos constructeurs automobiles menacés de faillite par l'effondrement de la demande et la pénurie de crédit. Et j'ai résisté à l'accusation de protectionnisme, parce que si la France avait laissé tomber Renault et PSA, alors c'est nos partenaires qui ont des usines Renault et PSA ailleurs en Europe qui auraient été les premiers pénalisés. On ne va quand même pas nous reprocher d'avoir sauvé des groupes qui créés de l'emploi partout en Europe, ce serait un comble !

En faisant tout ceci nous avons voulu protéger la France, mais la France est exposée à la crise, la France qui travaille malgré l'angoisse, la France qui ne proteste pas alors qu'elle est soumise à des pressions considérables. Et je veux le dire, mes chers compatriotes, ce n'est pas parce qu'on ne proteste pas qu'on n'a pas vocation à ne pas être entendu par un gouvernement démocratique et républicain.

Bien sûr, j'ai le devoir d'entendre ceux qui manifestent, mais j'ai également la responsabilité de ceux qui ne défilent pas et ce n'est pas parce qu'ils ne défilent pas qu'ils ne souffrent pas C'est pour eux aussi, cette majorité silencieuse qui n'a pas les moyens de se mettre en grève, qui n'a pas les moyens de manifester, ou qui a la volonté de privilégier son travail, c'est aussi à eux que je dois penser et pour eux que je dois agir et j'ai voulu que les Français le sachent.

Nous avons pris des mesures pour indemniser le chômage partiel parce qu'il vaut mieux une activité à temps provisoirement partiel que pas d'emploi du tout. Désormais, pour quelqu'un qui est au SMIC, le salarié en activité partielle touchera la quasi-totalité de son salaire net. D'autant plus que le salarié en activité partielle, il n'y est pour rien et il n'y a aucune raison qu'il paie pour les conséquences de décisions pour lesquelles sa responsabilité est nulle.

Nous avons généralisé le contrat de transition professionnelle à 25 bassins d'emploi en difficulté et nous ferons d'avantage. Je le dis à Brice HORTEFEUX, parce que contrat permet aux salariés qui ont été licenciés de conserver la totalité de leur salaire net pendant un an et de bénéficier d'un accompagnement renforcé pour retrouver un emploi. Là encore je parle des licenciés économiques. Ceux là n'y sont pour rien, on n'a pas le droit de les laisser tomber.

Nous avons créé un fonds social d'intervention de 3 milliards d'euros.

Nous avons créé le RSA qui sera perçu dès le mois de juillet par près de 4 millions de familles. A partir du 1er avril 2009 ce sont 240 000 personnes qui ont perdu leur emploi et qui n'ont pas le droit aux allocations chômage, la plupart du temps des jeunes parce qu'ils n'ont pas assez cotisé. Evidemment on ne peut pas reprocher à un jeune de perdre son emploi pour des raisons économiques et lui dire « vous n'avez pas le droit au chômage, vous n'avez pas cotisé ». Bien sûr je suis jeune donc je n'ai pas eu le temps ! Ils percevront une prime de 500 euros.

En avril 2009, ce sont 4 millions de ménages modestes qui recevront une prime de solidarité active de 200 euros dans l'attente du RSA, parce que j'ai voulu en finir avec le RMI qui n'était rien d'autre qu'une trappe à chômage définitif et non pas une possibilité de s'en sortir.

En 2009, l'allocation aux adultes handicapés sera revalorisée en deux fois de 4,4 %, avril et septembre. Dans la campagne présidentielle je m'étais engagé à ce que, sur la durée du quinquennat, cette allocation pour les adultes handicapés, qui ont peut-être plus besoin que les autres de la solidarité, soit revalorisée de 25%. Je tiendrai cet engagement car il serait scandaleux que dans la crise ceux de nos compatriotes qui ont un handicap et qui n'y sont pour rien souffrent encore davantage et qu'on leur dise vous supportez la crise et en plus les engagements qu'on avait pris avant la crise on ne les tiendra pas. Je n'accepterai pas ça parce que ce n'est pas de la justice, c'est de l'injustice.

En avril 2009 toujours, je dis des dates pour que chacun puisse vérifier les choses. 400 000 retraités isolés et défavorisés verront le minimum vieillesse augmenter de 6,9% et je précise que sur la durée du quinquennat nous le revaloriserons de 25 %, parce que crise ou pas crise quand on a travaillé toute sa vie et payé des cotisations, la société vous doit un minimum décent. C'est la conception que je me fais de la dignité humaine dans notre pays.

Les deux acomptes restant à acquitter au titre de l'impôt sur le revenu de l'année 2008 seront supprimés ou réduits pour 6 millions de familles imposables dans la première tranche d'imposition et juste au dessus. J'ai voulu cela pourquoi ? Parce que je pense à ces fameuses classes moyennes toujours suffisamment riches pour supporter toutes les augmentations et jamais suffisamment pauvres pour bénéficier des allocations. Et bien pour la première fois dans l'histoire de la République, on fait une remise d'impôt aux ménages de la catégorie moyenne qui ont le droit aussi et qui souffrent également, même s'ils ont un emploi, même s'ils ont un logement, même s'ils ont une famille. Et c'est 6 millions de familles qui verront soit supprimer l'impôt sur le revenu, soit diminuer considérablement cet impôt.

En juin, une prime exceptionnelle de 150 euros sera versée à 3 millions de familles modestes qui ont des enfants scolarisés de plus de 6 ans parce que ça coûte cher.

A partir de la mi-juin de cette année, des bons d'achat de services à la personne pour l'aide à domicile, le ménage, le soutien scolaire, la garde d'enfants, d'une valeur de 200 euros seront versés à 1,5 millions de familles, cela permettra de créer de l'emploi. C'est en quelque sorte une aide en nature.

Au total, avec le RSA, c'est 3,5 milliards d'euros de ressources nouvelles qui viendront soutenir le revenu de ceux qui en ont le plus besoin portant l'effort total de l'Etat à près de 30 milliards d'euros, je donne ces chiffres à tous ceux qui par mauvaise foi ou par incompetence n'ont pas mesuré tout ce qu'était en train de mettre en oeuvre le gouvernement de la République.

Mais ces mesures, mes chers compatriotes, ce n'est pas de l'assistanat car l'assistanat ce n'est pas la solution. Ces mesures, c'est de la justice pour ceux qui souffrent le plus et qui ne sont pas ceux qui protestent le plus. C'est mon devoir de chef d'Etat d'entendre la souffrance discrète, la souffrance humble, la souffrance modeste de ceux qui n'ont pas les moyens de se faire entendre mais qui sont exposés face à la crise. J'ai observé que les plus pudiques c'était parfois ceux qui avaient le plus besoin de la solidarité et que les moins pudiques c'était parfois ceux pour qui la

avaient le plus besoin de la solidarité et que les moins privilégiés c'était parfois ceux pour qui la crise ne changeait rien. Le devoir d'un chef de l'Etat s'est de tenir compte aussi de cette forme d'injustice qui considérerait à ne donner qu'à celui qui proteste et à ignorer celui qui tous les jours mène sa vie quotidienne et va à son travail. Celui-là aussi doit être augmenté.

Il fallait agir. Nous avons agi, C'était mon devoir. Est-ce assez ? Si la situation devait se dégrader, nous ferions davantage. Mais mes chers Compatriotes, je vous en conjure : la sagesse, le bon sens, le sang froid commandent d'attendre que tout ce qui a été décidé soit mis en oeuvre, qu'on laisse le temps à toutes ces mesures de produire leurs effets. Je proposerai aux partenaires sociaux que nous évaluons les premiers résultats. Nous ferons cela avant l'été et au vu de la situation économique et sociale, nous réfléchirons si cela est nécessaire à d'autres mesures. Mon devoir c'est d'être dans le bon tempo, pas dans le tempo du dernier sondage, pas dans le tempo de la dernière manifestation, pas dans le tempo de la dernière agitation, pas dans le tempo du dernier commentaire, dans le tempo de l'intérêt général français et ça c'est autre chose. C'est le travail du Président de la République.

D'ores et déjà je suis certain qu'il va falloir faire davantage dans trois domaines.

Nous devons aller plus loin sur les infrastructures. Cette région connaît bien le problème. Je pense en particulier au développement des grandes infrastructures de transport pour lesquelles nous avons décidé un plan d'une importance sans précédent. La crise, mes chers Compatriotes, va nous donner l'occasion d'en finir avec un système insupportable où il fallait au minimum 25 ans entre la prise de décision et la mise en service d'une nouvelle ligne de chemin de fer. Ça ne peut plus continuer ainsi ! Soit on veut désenclaver une région, on le veut, on le fait. Soit on ne le veut pas et dans ce cas là, on le dit. Mais dire aux Français : voilà, il faudrait faire une nouvelle ligne TGV, un nouveau canal, une nouvelle autoroute ou une nouvelle route et attendre 25 ans pour la faire, cela décrédibilise l'Etat, cela décrédibilise les élus, cela décrédibilise la parole publique et à l'arrivée cela coûte beaucoup plus cher que l'investissement qui est réalisé dans la réalisation d'infrastructures dont on a besoin. Franchement, partout où je vais, on me dit : « attendez en 1978 il y a un ministre qui est venu dire on le fera ». Zut, on est en 2009. Dans le meilleur des cas on me demande d'inaugurer le premier tronçon. Franchement, ce n'est pas l'idée que je me fais de la France. Il vaut mieux dire non, quand il faut dire non mais quand on dit oui, il faut vraiment dire oui et pas tergiverser. J'ai bien l'intention d'agir encore plus radicalement avec le système de transport francilien. Ce système de transport est à bout de souffle, saturé, il impose tous les jours à des millions de franciliens une vie infernale. A la fin du mois d'avril nous prendrons des décisions à la hauteur du défi que représente l'amélioration de la vie quotidienne de 12 millions de Français.

Je pense qu'il faut également faire davantage s'agissant d'un sujet très difficile qui concerne votre région Xavier et Eric, celui des restructurations industrielles. Mesdames et Messieurs les salariés de Goodyear, Continental, d'Heuliez et de tant d'autres ne sont pour rien dans les déboires de leurs entreprises frappées par la crise. Imaginez ce qui peut se passer et qui est emporté par la crise. L'Etat ne peut pas sauver toutes les entreprises, mais chacun de ces salariés a le droit, je dis le droit à une solution adaptée, soit à un emploi nouveau, soit à une formation pour obtenir un emploi nouveau et un revenu. Parce que moi je ne mets pas sur le même plan celui qui est licencié parce qu'il a commis une faute et celui qui est licencié parce qu'un beau matin on lui apprend que les actionnaires ont décidé pour des bonnes raisons en général, pas toujours, de fermer l'usine. Je le dis de la façon la plus claire, personne ne sera abandonné, personne ne sera laissé au bord du chemin et à ceux qui me disent que cela coûtera de l'argent, cela coûtera moins d'argent de donner une chance d'un nouvel emploi, une chance d'une nouvelle formation à des gens qui sont poussés au désastre et à la désespérance parce qu'ils n'ont plus rien, que de leur dire : j'y peux rien comme à l'époque de Vilvorde, où on s'était trouvé avec un Premier ministre qui disait : j'y peux rien. Eh bien moi, c'est un engagement que je prends auprès des Français : jamais, vous m'entendez, jamais je ne dirai ce n'est pas mon affaire, je n'y peux rien, je ne suis pas responsable, jamais. Parce que cet abandon là coûtera beaucoup plus cher aux contribuables et l'argent que nous mettrons pour former des gens qui ont été abandonnés, victimes de la crise et pour leur trouver un nouvel emploi, cet argent c'est un investissement, ce n'est pas une

charge. Voilà ce que je tenais à dire et je tiens à le dire de la façon la plus formelle.

Nous allons donc nommer des « commissaires à la réindustrialisation » dans chaque bassin d'emploi en difficulté. Nous allons leur donner les pleins pouvoirs pour mobiliser tous les acteurs et pour agir car il y a beaucoup de choses qui existent mais comme dans la structure de l'Etat tout le monde a le pouvoir de dire non et très peu ont le pouvoir de dire oui, c'est beaucoup de moyens pour une déperdition énorme. Je veux des commissaires à la réindustrialisation qui auront les moyens de rassembler tous les moyens de l'Etat au service de la réindustrialisation de vos bassins. Nous allons également sortir d'un système ou le sous-sous-chef qui demande l'avis du sous-sous-chef, qui demande l'avis du sous-chef avant d'atteindre de temps en temps, huit mois après, le chef et pendant ce temps là, les gens n'ont plus de revenus, plus de salaire et les usines fermes. Ce système est fini. J'ajoute que comme les commissaires à la réindustrialisation seront responsables - dans mon esprit, responsables cela veut dire quelque chose, ça veut dire responsables, ça veut dire rendre des comptes et ça veut dire obtenir des résultats. Vous le voyez, c'est une véritable révolution des mentalités que j'appelle de nos vœux. Je souhaite que la France reste une Nation industrielle. Je veux qu'elle garde des usines et je sais bien que parfois on me moque parce que je vais tout le temps dans les usines mais moi, je pense qu'une grande nation, elle doit savoir fabriquer des autos, des bateaux, des avions, des trains. Qu'il y a une tradition industrielle française, que cette tradition industrielle si on la laisse partir ailleurs, on ne la retrouvera jamais et que quand les usines et l'industrie seront parties après on fera partir les servir et il n'y aura plus rien. Cette évolution, je ne l'ai jamais voulue, je ne l'ai jamais acceptée, je ne l'ai jamais souhaitée et je prends mes responsabilités bien sûr et c'est pour cela que je dis que l'on ne peut plus taxer la production comme on le fait aujourd'hui. Dans un monde libre si, on continue à taxer la production, on aura de moins en moins de production et s'il n'y a plus de production sur le sol français où vos enfants trouveront-ils un emploi ? Je prends donc mes responsabilités jusqu'au bout, je suis opposé à une énième réforme de la taxe professionnelle. C'est amusant, plus on réforme la taxe professionnelle, plus elle coûte chère. Franchement, il vaut mieux ne pas faire de réformes. Cela consiste en général à donner aux contribuables une charge -on dit on va donner au contribuable local, au contribuable national, au contribuable entrepreneur - comme c'est les mêmes à l'arrivée, on n'a rien fait du tout. Je le dis, je propose de supprimer la taxe professionnelle qui n'existe nulle part ailleurs en Europe. J'assume et je le dis d'ailleurs aux élus. Si nous voulons garder nos usines, nos unités de production, des emplois pour nos enfants dans un monde libre. Est-ce que vous comprenez ce raisonnement très simple que si l'on taxe l'investissement et le travail, le travail et l'investissement iront ailleurs et de toutes manières, ce n'est pas la peine de s'accrocher à une taxe professionnelle qui disparaîtra à ce moment-là parce qu'il n'y aura plus d'assiette, il n'y aura plus de base, il n'y aura plus de matière à taxer. Avec ce système là vous comprenez, on est arrivé à faire baisser la production de véhicules en France : en 2004 on produisait 3 200 000 véhicules en France, en 2007 on en produit plus que 2 100 000. Ce n'est pas la peine de verser des larmes de crocodile, la taxe professionnelle pèse pour 250 euros par voiture produite en France. Ce système là doit cesser parce que ce système conduit à la ruine industrielle de la France. J'évoquerai les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle avec les élus locaux, on en parlera. Je suis parfaitement conscient de leurs inquiétudes mais notre priorité à tous ce doit être l'emploi des Français. J'ajoute que je ne verrai que des avantages à une taxe carbone qui permettra de faire participer les importations au financement de notre protection sociale. Je le dis comme je le pense, et encore il y a des pays qui ne respectent aucune des règles environnementales que nous imposons à nos entreprises. Eh bien ces pays paieront, à ce moment-là, dans le cadre de la taxe carbone que nous ferons. Une taxe qui est parfaitement normale. Il n'y a aucune raison que nous acceptions en plus du dumping social, du dumping monétaire, du dumping fiscal, un dumping environnemental qui finira par conduire le monde à la ruine.

J'observe d'ailleurs que les premiers résultats de cette volonté de sauver nos industries, on les observe et je veux féliciter la direction de Renault d'avoir voulu rapatrier la construction de la CLIO à Flins et les emplois de Flins profiteront d'abord aux ouvriers de Sandouville, je le leur

avais promis. C'est une très bonne nouvelle. La France ne veut pas tous les emplois de l'industrie automobile mais la France considère qu'il n'est pas anormal que l'on crée des usines et des emplois industriels sur son territoire.

Sinon à quoi servirait-il d'avoir deux des dix plus grands constructeurs automobile du monde qui soient Français ? Je pense également qu'il faut faire davantage pour les jeunes. Parce que les jeunes qui arrivent sur le marché du travail en pleine crise vont être les plus touchés.

Avant la mi-avril, nous aurons un plan d'urgence en faveur des jeunes.

J'attache beaucoup d'importance à la formation en alternance, à l'apprentissage, et au fait que l'on envoie nos jeunes dans des filières où il y a des emplois pour demain et non pas dans des filières où il n'y a pas d'emploi, où il n'y a plus d'emploi et où c'est l'échec. C'est quand même quelque chose que l'on peut dire : on a 600 000 jeunes en formation en alternance et l'on va faire davantage. Il faut avoir comme objectif de doubler cela. L'apprentissage n'est pas un gros mot et ce n'est pas une dégradation sociale que d'être dans un lycée professionnel, que d'avoir une formation en alternance, que d'être un apprenti parce que derrière, il y a la possibilité de faire vivre sa famille du fruit de son travail et c'est ça une femme ou un homme digne, qui peut vivre du fruit de son travail et non pas du fruit de l'assistance. Voilà pourquoi, là aussi, il faut changer nos habitudes et ne pas les changer dans les mots, mais les changer dans les faits, et la crise nous donne l'opportunité de le faire.

Mes chers compatriotes, nous ne nous laisserons enfermer dans aucun dogme, dans aucune querelle d'école. La seule chose qui m'importe, c'est que nous cherchions à être le plus efficace, à faire le mieux possible pour combattre les effets d'une crise qui n'est pas nationale mais qui est mondiale.

Ce qui compte, c'est que la crise est l'occasion historique de rattraper des retards. Il faut profiter de la crise pour investir massivement dans l'innovation, dans l'éducation, dans un nouveau modèle de croissance.

Le monde entier nous regarde et nous nous devons regarder le monde. Jusqu'à présent, nous n'avons pas commis d'erreur. Mais partout dans le monde où sera décidée une mesure efficace, je veillerai à ce qu'on en inspire parce qu'après tout, si les autres font quelque chose de bien, pourquoi on n'irait pas, nous, nous inspirer de ce qui marche ? La France s'est si longtemps inspirée de ce qui ne marchait pas. Et chaque fois qu'il y aura un rebondissement dans cette crise qui n'en manque pas, nous réagirons et nous nous adapterons.

Oui, bien sûr, je revendique ce pragmatisme parce que les experts n'ont pas prévu la crise, les experts comme d'habitude ne savent pas comment sortir de la crise et les experts - j'en suis certain - seront brillantissimes trois ans après la crise. Ils expliqueront alors avec beaucoup d'autorité pourquoi la crise, comment elle est intervenue et ce qu'il aurait fallu faire pour en sortir plus tôt. Mais moi, je ne suis pas un expert. Cette crise, il faut qu'on la gère, dans le pragmatisme, le sang froid, que le regard ouvert sur toutes les expériences du monde pour essayer de donner à la France le meilleur pour en sortir.

Il faut profiter de la crise pour accélérer les changements structurels. Mes chers Compatriotes, comme vous j'aime notre pays mais qu'il y ait la crise ou pas, chacun sait bien qu'il y avait des changements structurels à engager en France. C'est encore plus difficile parce qu'il y a la crise mais c'est en même temps encore plus nécessaire. Qui peut dire que s'il n'y avait pas eu la crise, il n'y avait pas des changements ? Je ne les arrêterai pas parce que les réformes sont la condition pour profiter pleinement de la reprise de l'économie mondiale quand elle se produira. Quand tout bouge, il nous faut bouger aussi. Sa place dans le monde de demain, la France la jouera sur quoi ? Sur l'autonomie de nos universités pour que vous ayez les meilleures universités du monde pour vos enfants, avec des campus. La France, sa place dans le monde, elle le jouera sur quoi ? Sur la réforme du lycée de vos enfants, pour que vos enfants aient les meilleures chances de rentrer dans le monde du travail, sur la réorganisation de notre administration, sur notre capacité à réduire notre bureaucratie, à améliorer la productivité de nos services publics, à accroître l'efficacité de notre dépense publique, à diminuer nos frais de fonctionnement pour accroître nos capacités d'investissement. Cela fait 25 ans que l'on augmente nos dépenses de fonctionnement

en reculant nos capacités d'investissement. J'ai voulu le changement complet de cette stratégie, on augmente notre capacité d'investissement et on maintient nos dépenses de fonctionnement en les diminuant. C'est la raison pour laquelle, je le dis, je ne céderai pas parce qu'il en va de l'intérêt de la France. Je ne reviendrai pas sur mon engagement de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. La France n'en a pas les moyens.

Bien sûr, ces réformes nous les ferons dans la concertation, dans le dialogue mais nous les ferons. Je veux dire les choses avec clarté, je ne serai pas le Président de la République qui augmentera les impôts, je n'ai pas été élu pour cela. Augmenter. Nous les ferons dans la concertation, dans le dialogue, mais nous les ferons.

Augmenter les impôts ce serait diminuer un peu plus nos chances de renouer avec la croissance. Ce serait retarder la sortie de la crise. Avant la crise, la France était l'un des pays où le poids des prélèvements obligatoires étaient les plus lourds. Si, avec la crise, on recommence nos mauvaises habitudes d'augmenter nos impôts à la première demande de tel ou tel, à ce moment-là, on se retrouvera dans la situation spécifique d'avoir les impôts les plus lourds et à l'arrivée le chômage le plus fort. Depuis le temps que l'on augmente les impôts dans notre pays, on ne réduit pas les injustices en augmentant les impôts, on ne crée pas des emplois en augmentant les impôts. Nous sommes dans un monde ouvert, dans un monde où les emplois, les capitaux circulent. Augmenter les impôts, c'est la certitude que les emplois et les capitaux ne détournent de l'économie française, c'est donc le contraire de ce qu'il convient de faire dans notre pays. C'est aussi un problème de conviction. Est-ce que l'on a le droit d'avoir des convictions ? Moi, je pense que c'est rassurant d'avoir des gens qui ont des convictions.

Mesdames et Messieurs j'en appelle à votre bon sens. Ne pas prendre par l'impôt direct plus de 50% du revenu d'un ménage c'est un principe de liberté, de liberté. Je suis attaché au mot et à la réalité de liberté. C'est un principe qui en Allemagne est inscrit dans la Constitution. Nos amis Allemands principaux concurrents, principaux partenaires, notre grand voisin : le principe que l'Etat n'a pas le droit de prélever plus de 50 % de l'argent gagné par un contribuable allemand, les Allemands y sont tellement attachés qu'ils l'ont inscrit dans la Constitution. Il ne viendrait à l'idée naturellement d'aucun membre de la CDU de revenir sur cet engagement, mais - plus intéressant - d'aucun socialiste allemand non plus. J'aimerais que ce que les socialistes allemands ont compris il y a 25 ans... Le bouclier fiscal, c'est la garantie que les investisseurs qui investiront en France ne seront pas spoliés fiscalement mais je vais aller plus loin. Le bouclier fiscal c'est l'expression d'un choix de société qui valorise la réussite. Je n'ai été élu pour valoriser l'échec, je veux valoriser le travail, l'effort, le mérite, l'excellence, la réussite. Ce ne sont pas des gros mots dans un pays comme le nôtre. Ce choix, je l'assume et pour que les choses soient très claires, j'ai été élu Président d'une France qui depuis des années voyait sa compétitivité diminuer, ses parts de marché se réduire, à cause des 35 heures, à cause des prélèvements obligatoires, à cause des grèves. Je me suis donné pour objectif de restaurer la compétitivité de la France, c'est mon devoir. Le handicap des 35 heures, nous l'avons éliminé avec les heures supplémentaires défiscalisées, le handicap des prélèvements obligatoires, nous l'avons allégé avec le bouclier fiscal, le crédit d'impôt recherche et la suppression de l'impôt sur la plupart des successions payées par les familles françaises qui avaient travaillé toute leur vie, qui avaient payé des impôts toute leur vie et qui sont parfaitement en droit de transmettre à leurs enfants le produit d'une vie de travail. Quant aux gênes occasionnées par les grèves nous les avons réduites avec le service minimum et que ceux qui voudront revenir sur le service minimum osent le dire aux Français. J'attends sereinement le verdict des Français. Je parle du service minimum et du devoir d'accueillir dans nos écoles les jours de grève les enfants dont les familles travaillent et qui ne peuvent pas faire face au besoin de garde n'importe comment.

Dans les valeurs qui sont les nôtres, je voudrais en terminer par là, j'ai employé le mot liberté. Il y a la liberté bien sûr mais il y a les libertés. Les libertés, tout le monde en parle, - apparemment cela ne fait pas toujours recette - mais qu'il me soit permis d'en parler moi-même.

La liberté c'est notre bien le plus précieux mais c'est également le plus fragile parce que l'on ne se rend jamais mieux compte de ce que la liberté nous apporte que lorsqu'on l'a perdue.

Mais la liberté sans la règle ce n'est pas la liberté. Quand tout est permis, cela veut dire que plus



rien ne l'est. La liberté ce n'est pas le droit de faire n'importe quoi ou de dire n'importe quoi.  
La liberté c'est de pouvoir prendre le métro sans se faire agresser par des voyous.  
La liberté c'est d'envoyer ses enfants à l'école sans avoir peur qu'ils se fassent racketter.  
La liberté c'est le droit, je dis le droit, de ne pas se faire insulter, de ne pas se faire diffamer.  
L'injure et la diffamation ne font pas partie d'une démocratie.  
La liberté c'est de pouvoir vivre sans avoir peur.  
La liberté c'est de pouvoir faire ce beau métier de professeur des écoles sans être roué de coups.  
La liberté c'est pouvoir faire son métier de proviseur sans être obligé de défendre ses élèves à coups de poings.  
Quand un professeur, quand un policier, quand une infirmière, quand un conducteur de bus est agressé, c'est la République elle-même qui se trouve mise en cause.  
Une société de liberté, c'est d'abord une société de respect. Si certains ne comprennent pas spontanément ce que veut dire le mot respect, nous allons les aider à comprendre ce que signifie le mot respect. Je prends des exemples.  
Tirer des policiers comme on l'a fait la semaine dernière, tirer sur des policiers, c'est inacceptable.  
Je n'accepterai jamais, vous m'entendez, jamais, que des bandes puissent organiser des expéditions punitives dans des collèges ou des lycées de France. Ce qui s'est passé est intolérable.  
C'est la raison pour laquelle, dès le mois prochain le Parlement sera saisi d'un texte gouvernemental.  
Désormais la seule appartenance à une bande sera sanctionnée pénalement d'une peine pouvant aller jusqu'à 3 ans de prison. Quant à l'intrusion dans un établissement scolaire, cela sera considéré non plus comme une contravention comme aujourd'hui mais comme un délit sanctionné par le Code Pénal. Nos établissements scolaires doivent être sanctuarisés. Y importer la violence est le contraire de la République et de la démocratie. Accepter cela c'est démissionner, c'est compromettre, c'est ne pas être à la hauteur de ses responsabilités. Et pour me faire comprendre, chacun prendra ses responsabilités et je ne doute pas que le débat sera intéressant pour les Français. On verra ceux qui prennent leurs responsabilités et on verra les autres.  
Nous vivons dans un pays libre, dans un pays démocratique où chacun à tous les moyens de se faire entendre. De ce côté-là...  
Tous les moyens de faire valoir ses droits, où chacun a la liberté de s'exprimer, de protester, de manifester sans avoir besoin de recourir à la violence. Les événements récents où des enseignants ont fait honneur à la fonction publique en défendant leurs élèves, où des retraités ont été violentés et où des lycéens ont été terrorisés, ces événements là ne resteront pas impunis.  
Dans une démocratie comme la nôtre le recours à la violence est inacceptable.  
Dans une démocratie comme la nôtre le recours à l'intimidation et à la menace est insupportable.  
En Guadeloupe et en Martinique, il y a des injustices qui doivent être corrigées et qui seront corrigées. Il y a des formes d'exploitation qui ne sont pas acceptables. En Guadeloupe et en Martinique, comme partout ailleurs, la République doit tenir sa promesse d'égalité et de justice. Je ferais tout pour que cette promesse soit tenue. Mais ce qui s'est passé n'était pas acceptable. Je ne tolérerai pas la violence. Je ne tolérerai pas que la sécurité des personnes et des biens soient menacées. Je ne tolérerai pas l'intimidation. Que resterait-il sinon de nos libertés ? Rien, si je devais accepter cela.  
Ces violences, ces menaces, ces intimidations je ne les tolérerai nulle part. Pas plus que je n'ai l'intention de tolérer la xénophobie, le racisme ou l'antisémitisme. Dans la période où nous sommes nous devons moins que jamais témoigner la moindre indulgence vis-à-vis de ce genre de dérives. Moins que jamais nous ne devons accepter que nos valeurs les plus fondamentales soient bafouées. Ce serait un reniement. Ce serait une trahison. Ce serait la porte ouverte au pire. Dans la crise il faut redonner des repères. Ces repères je les livre ce soir.  
La liberté comme absence de discipline, la liberté comme absence de règles, c'est l'idée fausse

qui est la cause principale de ce que nous sommes en train de vivre. Les mêmes qui ont soutenu la dérégulation financière soutiennent aujourd'hui que la règle empêche la liberté. C'est le contraire. C'est la règle qui permet la liberté.

J'ajoute, mes chers amis, que l'idée que les marchés pouvaient s'autoréguler s'oppose à la conviction qui est la mienne que la dictature du marché, ce n'est pas la liberté. Que la dictature du profit à court terme, ce n'est pas la liberté. Quelle liberté reste-t-il au salarié licencié parce que la spéculation financière a détruit son entreprise ? Quelle est la liberté de l'entrepreneur qui ne peut pas lutter à armes égales avec ses concurrents qui pratiquent une concurrence déloyale à coup de dumpings comme je l'ai indiqué il y a quelques instants.

La France va donc porter le combat pour la moralisation du capitalisme financier et pour la refondation d'un capitalisme mieux régulé.

On ne peut pas tout changer d'un coup mais il faut des résultats, parce que vous attendez des résultats. Je le dis par avance, je ne m'associerai pas à un sommet mondial qui déciderait de ne rien décider. Parce que la conviction qui est la mienne c'est que nous n'avons plus le temps. Il faut rétablir la confiance et la confiance ne reviendra pas sans de nouvelles règles qui mettront fin aux dérives des vingt cinq dernières années. Si l'on ne veut pas faire le jeu des anticapitalistes, alors le capitalisme doit cesser de se caricaturer lui-même. Le sommet de Londres ne doit pas être un sommet technique mais un sommet politique où se jouera la question de savoir si l'on réforme le capitalisme ou si l'on laisse le champ libre à ceux qui veulent le détruire et qui en même temps, ne nous y trompons pas, détruiront la liberté.

Nous savons où mène l'anticapitalisme. Nous n'avons pas envie de recréer les conditions des drames du passé. Alors n'attendons plus et finissons-en avec les dérives et les abus.

Alors bien sûr que la première des libertés c'est d'assurer la promotion sociale de sa famille grâce à son travail.

Je veux dire qu'il est légitime que ceux qui créent des richesses, qui créent des emplois, qui créent des entreprises gagnent de l'argent. Je souhaite même pour eux beaucoup d'argent. Il ne faut pas décourager l'envie d'entreprendre. Elle est un moteur, depuis l'origine de l'humanité. Il ne faut pas pénaliser la réussite. Il ne faut pas tuer le goût du risque. L'égalitarisme c'est le contraire de la justice. L'égalitarisme c'est le nivellement vers le bas. Une société égalitaire c'est le contraire d'une société de liberté et de responsabilité.

Je m'opposerai à toute forme d'égalitarisme parce que ce ne sont pas les valeurs auxquelles je crois, comme je m'oppose à l'assistanat qui ne fait pas non plus partie de mes valeurs, parce que le remède est pire que le mal.

Mais l'éthique du capitalisme, ce doit être une éthique de responsabilité, une éthique de l'effort, une éthique de l'honnêteté.

Et je le dis comme je le pense, percevoir une grosse rémunération en cas d'échec, ce n'est pas responsable et ce n'est pas honnête.

Distribuer des bonus dans une entreprise qui met en oeuvre un plan social ou qui reçoit des aides de l'Etat ce n'est pas responsable, ce n'est pas honnête.

Qu'un dirigeant qui a mis son entreprise en difficulté puisse partir avec un parachute doré ce n'est pas responsable et ce n'est pas honnête.

Qu'un dirigeant qui a mis son entreprise en difficulté puisse partir avec un parachute doré en récompense des difficultés qu'il a créées, ce n'est pas responsable et ce n'est pas honnête. Je voudrais que chacun me comprenne. Il ne peut pas y avoir d'économie sans morale. Lorsque l'on est patron, on a le devoir d'être exemplaire et ce devoir d'exemplarité est encore plus grand en temps de crise.

Alors il ne doit plus y avoir de parachutes dorés. Il ne doit plus y avoir de bonus, de distribution d'actions gratuites ou de stock-options dans une entreprise qui reçoit une aide de l'Etat ou qui met en oeuvre un plan social d'ampleur ou qui recourt massivement au chômage partiel.

Pourquoi Mesdames et Messieurs ? Parce que quand on met en oeuvre un plan social ou que l'on recourt au chômage partiel, on recourt aux fonds publics. Et ces fonds publics, ce n'est pas honnête de les utiliser à autre chose que le redressement d'une entreprise et ce n'est pas

nonnète de les utiliser même de façon petite, pour rémunérer des gens qui ne le méritent pas. Le mérite, cela existe dans la République française.

Et là encore j'ai vu toutes les polémiques... Maintenant, je serai fâché avec les grands patrons, disait un grand journal ! C'était bien la peine d'avoir dit pendant des années que j'ai été l'homme du patronat. On ne s'y reconnaît plus. Je ne sais même plus où je me trouve avec ces commentaires. Le grand avantage de certains métiers c'est que la cohérence ne fait pas partie de l'éthique. Mais j'ai un devoir, c'est de défendre les valeurs qui m'ont fait devenir Président de la République. J'ai défendu le bouclier fiscal. Je me suis opposé aux augmentations d'impôts. J'ai expliqué comment et combien je croyais à l'effort, au mérite, au travail. Et combien il fallait se réjouir que quelqu'un qui a mis toute son énergie à créer son entreprise et à la développer, il est normal que lui et sa famille en acquièrent la récompense.

Combien j'étais opposé à un système de plafonnement, de nivellement des salaires. Comme si chacun avait le même engagement ou méritait la même chose. Mais si vous voulez que ces valeurs, qui sont des valeurs profondément nationales - le travail, l'effort, le mérite - républicaines et l'excellence si vous voulez que ces valeurs soient acceptées par 65 millions de Français, il ne faut pas que cela soit un système où l'on gagne à tous les coups. Si je réussis dans mon entreprise, j'ai une grosse rémunération. Très bien. Si j'échoue dans mon entreprise, j'ai une grosse rémunération. Très mal. Parce que cela veut dire que l'on n'est pas responsable et comment voulez-vous que les gens l'acceptent ?

J'accuse ceux qui se comportent ainsi, non seulement de se comporter de façon malhonnête mais de détruire les valeurs qui ont fondé les principes qui sont les nôtres. Parce qu'à cause d'eux, un certain nombre de Français croient qu'il faut caricaturer les idées que nous défendons. Et cela, je ne peux pas l'accepter. Spécialement dans la période de crise que nous connaissons. En revanche, quand les dirigeants d'une entreprise mise en difficulté par la crise et qui ne reçoit pas d'aide publique, décident de distribuer des actions gratuites à tous les salariés et pas simplement aux dirigeants, ils font ce qu'il y a de plus intelligent à faire. On ne bâtit pas la réussite d'une entreprise contre ses salariés. On n'affronte pas les épreuves sans eux. On ne se sort pas d'une crise comme celle-là sans les motiver, sans les mobiliser, sans leur donner une espérance, sans leur donner de la considération et du respect.

C'est bien l'esprit de la loi du 3 décembre 2008 qui impose qu'on ne puisse pas distribuer des stock-options aux dirigeants - que tu avais engagée, cher Xavier, sans intéresser davantage l'ensemble des salariés aux résultats de l'entreprise. Là aussi je veux dire les choses comme je le pense. J'ai dit que le partage de la valeur, que le partage du profit, était un thème essentiel pour le ministre du Travail, Brice HORTEFEUX. J'ai le sentiment que je n'ai pas été tout à fait compris. Alors je vais préciser les choses.

Quand une entreprise fait des pertes, nul ne peut obliger cette entreprise à distribuer un argent qu'il n'a pas gagné. Et quand une entreprise fait des centaines de millions d'euros de bénéfices, des milliards d'euros de bénéfices, il n'est pas acceptable que ne soit pas posée sur la place publique, clairement, la question du partage de la valeur et du partage des profits. Parce que les salariés, y compris les derniers d'entre eux, ils ont participé à la création de ces richesses. Il est normal que l'on puisse anticiper.

J'ai demandé aux partenaires sociaux de se saisir de ce sujet. J'ai vu que l'enthousiasme était mitigé. Parfois même il manquait un peu de désir. C'est un grand problème quand il manque du désir. La vie est si belle. J'appelle à une révolution des mentalités rapide. Si aucun progrès significatif sur le sujet du partage des profits n'est accompli d'ici le mois de juin, alors je prendrai mes responsabilités. Et dès l'automne, le gouvernement déposera un projet de loi. Je le dis comme je le pense ici, dans votre ville M. le Maire. Je ne céderai pas. Je n'accepterai pas que l'on refuse la discussion sur le partage du profit dans un pays de 65 millions d'habitants et la 5ème économie du monde. Je ne dis pas qu'il faut la même règle pour tout le monde mais je dis que l'on ne peut pas dire : il faut maintenir les salaires bas pour des raisons de compétitivité, maintenir les bonus hauts pour des raisons de motivation et à l'arrivée ne pas accepter de parler de la répartition des bénéfices entre les actionnaires et les salariés et l'investissement pour l'avenir. Ce débat aura lieu et les résultats seront au rendez-vous.

Mesdames et Messieurs, la crise nous renvoie à la valeur travail.

Elle signe l'échec d'une économie de spéculation et de rente.

La crise nous renvoie à la morale.

Elle signe l'échec d'un capitalisme immoral.

La crise nous renvoie à la nécessité de la règle.

Elle signe l'échec du laisser faire absolu et de la dérégulation à tout va.

Il n'appartient qu'à nous, à notre courage, à regarder en face les réalités que le monde nouveau qui va naître de cette crise devienne meilleur, plus humain, plus vivable.

Il n'appartient qu'à nous d'y prendre toute notre place, d'y imprimer notre marque, nos valeurs, nos idées. On me dit : mais est-ce qu'il n'en fait pas trop le Président ? Formidable débat !

Comme il est intéressant. Une crise comme on n'en a pas vu depuis un siècle et je suis tellement convaincu que je devrais en faire d'avantage. Mais pourquoi je me bats ? Parce que c'est une occasion d'imprimer les valeurs de la France, les idées de la France, puisque tout bouge. C'est à la fois un grand problème, un drame pour certains et une opportunité. Puisque les places sont en train d'être redistribuées. Les idées sont en train d'être rediscutées. Les bastions sont en train d'être renégo-ciés. Si la France est active, si la France est présente, elle a une chance de prendre toute sa place. Si on n'est pas actif, si on n'est pas présent, si on se lamente, si on se plaint, si on ne fait rien, personne ne nous attendra.

Il n'appartient qu'à nous d'inventer un nouveau modèle de croissance qui réponde mieux à nos aspirations et qui repose sur le développement durable.

Cette crise est une épreuve douloureuse. Mais elle est aussi un formidable défi à relever. A ce moment de notre histoire, rien ne serait plus dramatique que la victoire de tous les conservatismes ligués pour que rien ne change.

Mais tous les matins on me dit : M. le Président ce n'est pas possible. Tous les jours à midi on me dit : M. le Président c'est impossible. Et tous les jours, le soir, on me dit : c'est impossible. Et souvent pour des bonnes raisons. Tous les jours je dis : on le fera quand même. Parce que nous n'avons pas le choix. Et si je dois m'incliner devant les conservatismes et les immobilismes qui depuis tant d'années bloquent notre pays, alors, qui préparera l'avenir de la France ? L'avenir de Français, l'avenir de vos enfants ? Au fond le choix est clair. Soit nous prenons la tête du mouvement soit nous le subissons. Soit la dernière place, soit les premières. Soit on renonce, soit on y va. Mais si on y va, on y va vraiment. Sans tenir compte des anciens clivages : la droite, le centre, la gauche. Non. La demande, la consommation, l'offre. Le keynésianisme, Milton Friedman et tous les autres, leurs références. C'est le passé. Nous, il faut que l'on y aille. Il faut que l'on affronte ce défi.

Je ne sais pas quand la crise s'achèvera, je ne sais pas quand seront purgées les folies de ces années où personne ne payait plus ni le vrai prix du risque, ni le vrai prix de la rareté.

Mais je sais qu'un jour cette crise s'achèvera. La seule question qui vaille c'est : où serons-nous à ce moment là ? Qu'aurons-nous fait pour nous y préparer ? Mon ambition c'est que quand la crise s'arrêtera et que la reprise arrivera, la France soit prête. Prête pour l'avenir, pas pour la guerre précédente, comme on a si souvent connu dans notre histoire et comme votre région l'a payé si cher.

Nous devons, au jour le jour, lutter contre les conséquences de la crise, ne laisser personne au bord du chemin. Et en même temps, préparer l'avenir, investir, réformer.

Mes chers compatriotes, dès le début j'ai su que la crise était grave. Dès le début, parce que la crise était grave, j'ai voulu me suis porter en première ligne, personne ne me le demandait. Il y avait beaucoup de conseils, il faut protéger le Président. Moi je pense qu'il faut protéger la société française, la France. Et que si la crise est grave, le devoir du Président de la République c'était d'être en première ligne, c'est son devoir. C'est ce que l'on attend de lui. Mais qui peut imaginer le capitaine d'un navire pris dans une tempête immense, la tempête du siècle, qui irait dans sa cabine en disant : écoutez, j'ai mal à la tête, ne me dérangez pas ? Le capitaine doit être sur le pont. La plus grosse vague doit être pour lui. Et c'est cela qui peut ramener de la confiance.

Mais aussi vrai que je n'ai pas voulu vous mentir sur la gravité de la crise, aujourd'hui je vous le dis, parce que je le sais, le chemin que nous avons pris nous permettra de nous en sortir. J'ai confiance. Je vous demande d'avoir confiance dans l'avenir de la France.  
Je vous remercie.